

ensemble

Boundables of the second of th

POUR UNE ALIMENTATION SAINE ET ACCESSIBLE À TOUS ET TOUTES : SORTIR DE LA LOGIQUE CAPITALISTE

Le confinement a changé la situation de l'alimentation de façon contradictoire. Producteur-trices et consommateur-trices éprouvent leur pouvoir politique : ils peuvent, par leur choix, sortir du système agro-industriel. Mais les multinationales sont toujours là ! Quelques flashs d'actualité et des expériences pour éclairer les enjeux et agir.

Pendant le confinement en France on a observé des changements de comportements alimentaires : les circuits

courts se sont développés, les « drive » ont augmenté. Les français·es se sont éloigné·es des grandes surfaces, cela va-t-il durer?

L'alimentation en circuit court reste plébiscitée : découverte des produits frais, locaux et souvent bio. Les producteur-trices ont su s'adapter : précommandes, drive, camions ambulants, points de dépôts... Ces pratiques continuent bien que les marchés ré-ouvrent. Le regard des consommateur-trices sur les agriculteur-trices a changé.

VACHE FOLLE : UNE PANDÉMIE TRÈS POLITIQUE !

Madame Thatcher a décimé le corps des vétérinaires publics. Elle a remplacé les contrôles officiels par des auto-contrôles.

Des carcasses de moutons entraient dans la composition des farines destinées aux vaches laitières. Par économie, les industriels ont réduit la température de cuisson des carcasses de moutons atteints de la « tremblante », transmise aux vaches à travers ces farines animales.

« Privatiser les profits et socialiser les pertes ». Pour faire économiser quelques milliers de £ à des firmes privées et pour économiser un peu d'argent public, le libéralisme thatchérien a fait des dégâts sociaux et économiques sur tout le continent européen.

L'industrialisation de l'alimentation animale a permis aux industriels de jouer aux apprentis sorciers : ils ont remplacé une protéine végétale (tourteaux de soja) par une protéine animale, meilleure marché.

COVID ET MARCHÉS LOCAUX

L'interdiction des marchés aurait pu emporter cette activité importante dans le Morbihan. La Confédération Paysanne forte de son implantation a réagi, poussant les maires à obtenir l'autorisation de tenue des marchés. Gagné pour 64 marchés!

La loupe grossissante du Covid 19 montre que la profession a besoin du soutien des élu-es locaux, l'administration. Mais le plus important précise Morgane Ody, de la « Conf », c'est le soutien des consommateur-trices. « Il y a bien sûr nos clients de toujours, mais la nouveauté ce sont les clients jamais vus, des gens qui ont trouvé nos téléphones pour nous dire leur soutien et acheter nos produits. J'y vois une prise de conscience de la nécessité de se rapprocher des paysans pour la sécurité alimentaire. Nous avons la démonstration de la nécessité de retrouver notre souveraineté alimentaire, d'installer des personnes dans les productions de fruits et de légumes ».



Une initiative des collectifs départementaux d'Ensemble! de l'Ain, des Alpes-Maritimes, du Calvados, des Côtes d'Armor, du Doubs, des Hautes-Alpes, de Saône et Loire ; du comité local de Marseille 15/16 ; de militant·es des Bouches du Rhône, de Côte d'Or, du Finistère, du Gard, de l'Hérault, d'Ile-et-Villaine, du Nord, de Paris 11, de Paris 5/13, de Paris 20, du Rhône, de Seine St Denis, du Var, et de l'Yonne. Si vous voulez participer à l'élaboration de la Lettre, n'hésitez-pas à nous contacter : ensemble-lejourdapres@mailo.com

el jour d'après a commence : LA SITUATION DES AGRICULTEUR TRICES. EN FRANCE ET DANS LE MONDE, EST TRÈS FRAGILE

La plus grosse partie de la production est entre les mains de l'agrobusiness qui génère l'épuisement des sols, exploite une main d'œuvre précaire et a une politique d'import/export désastreuse sur l'équilibre alimentaire.

Les agriculteur trices ont subi la fermeture des frontières : impossibilité d'exporter, la main d'œuvre étrangère coincée. De plus, certains pays, Vietnam, Chine, réduisent leurs exportations de riz et de blé mettant ainsi en péril l'alimentation d'autres pays. Et là dominz la monoculture (comme producteur-trices de pomme de terre en Guinée) ils ont été rapidement sans ressources avec des produits qui pourrissaient... augmentant le risque de famine.

En France nombre d'exploitations restent fragilisées, leur débouchés habituels étant fermés :

D'où **la nécessité** de diversifier reterritorialiser une part de l'agriculture dans chaque pays.

CRISE ET AIDE ALIMENTAIRE

Avec la crise, nombreux sont celles et ceux qui ont perdu leurs revenus et basculé dans la faim. Dans des pays l'aide alimentaire fonctionne, dans d'autres c'est la famine. En France la situation des étudiant·es sans ressources (plus de restau U, plus de petits jobs) et celle des enfants sans accès à la cantine avec des parents sans revenu est catastrophiaue.

Des initiatives solidaires ont vu le jour, mais il faut des décisions politiques!

L'alimentation doit sortir d'une logique de marché, comme la santé. La création d'une sécurité sociale de l'alimentation serait un arand pas vers la souveraineté alimentaire et la sortie de l'agro-industrie qui sous l'illusion du choix, nous restreint.

Ensemble! c'est quoi ?

Ensemble ! est un mouvement politique à l'échelle nationale.

Notre objectif est de contribuer, avec d'autres, à refonder de nouvelles perspectives transformation de la société : agir pour une écologique, alternative sociale, féministe, internationaliste, altermondialiste en rupture avec la logique capitaliste et productiviste, créer un outil pour l'auto-organisation et l'autogestion, l'unité populaire et l'émancipation.

Une Sécurité Sociale de l'Alimentation

Des millions de familles sont dépendantes de l'aide alimentaire, une grande partie de celles-ci se contente d'une alimentation low cost qui engendre des problèmes de santé. Une alternative est possible permettant de développer une agriculture paysanne de qualité. En s'inspirant de la sécu, l'association Ingénieurs sans frontières -AGRISTA (agriculture et souveraineté alimentaire) propose la mise en place d'une Sécurité sociale de l'alimentation.

Les critères de conventionnement seraient élaborés par les citoyen·nes au niveau local au sein de caisses de sécurité sociale alimentaire en ciblant la qualité, les prix, la proximité des entreprises éligibles, le bien être animal... Les équipes municipales de gauche et écologistes doivent s'engager, en lien avec les paysans, associations de consommateur-trices, Amap [Association pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne] dans cette démarche de justice sociale et de transition écologique.

Soyons vigilants! Local n'est pas synonyme de vertueux, la main d'œuvre étrangère peut être exploitée, l'abondance n'est pas indispensable...Nous avons conscience que les ressources du monde ne sont pas infinies : continuons la lutte pour les protéger et sauver la planète.

À LIRE

"L'AGROÉCOLOGIE PEUT NOUS SAUVER"

Nourrir 10 milliards d'êtres humains est-ce possible?

L'agroécologie peut nous sauver », un petit livre de Marc Dufumier et Olivier Le Naire (Actes Sud) répond positivement à cette question. Notre planète peut le : comment ? Grâce à l'agroécologie, à un front uni entre paysan·es, environnementalistes, consommateur-trices et scientifiques...



Un livre à lire aux éditions Actes Sud :

https://www.actessud.fr/catalogue/agriculture/lagroecologie-peut-noussauver

